

Actualités

Programme national de lutte contre le VIH/sida et les IST

Dans le cadre du programme national de prévention du VIH et des IST, le ministère de la santé et des solidarités et l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) ont mené cet été des actions médias grand public. Parallèlement à ces campagnes, des actions plus ciblées ont été conduites en direction des populations homosexuelles : dans ce contexte a été réalisée une série de cartes postales d'incitation au dépistage. En direction des personnes atteintes, un supplément a été réalisé avec le magazine *Têtu +*, afin de faire le point sur les traitements et, d'une manière plus générale, sur la vie avec le virus. Tous ces documents sont disponibles auprès de l'Inpes.

www.inpes.sante.fr

Articles

- Le journal *Contact Santé* consacre deux articles aux pathologies en milieu rural et le danger phytosanitaire.

Les médecins du travail et les salariés agricoles

Le premier article porte sur les 14 médecins du travail qui sillonnent les exploitations de la région Nord-Pas-de-Calais et veillent à la santé de 31 000 salariés agricoles et de 16 000 exploitants. Dans le secteur de la culture et de l'élevage, les médecins du travail mettent l'accent sur l'utilisation des produits de traitement phytosanitaires. Les médecins organisent des réunions d'information auxquelles sont conviés tous les exploitants du secteur. Chacun peut ainsi poser des questions sur les risques de tel ou tel produit. La Mutualité sociale agricole, la MSA a créé en 1991 un réseau de toxicovigilance baptisé Phyt'attitude, qui centralise tous les signalements de symptômes survenus en France. En un an, le réseau a reçu 1 300 appels. Les principaux troubles enregistrés sont surtout cutanés (26 %) et digestifs (23 %). Viennent ensuite les problèmes ophtalmologiques (14 %) et neuromusculaires (12 %).

Cancer et agriculture : quelles interrogations ?

Le deuxième article concerne certains cancers qui touchent plus fréquemment la population agricole : cancers de l'estomac, des lèvres, de la prostate, de la peau, tumeurs cérébrales, sarcomes des tissus mous et certains lymphomes. Plusieurs études à l'étranger et en France ont montré un possible lien entre l'exposition à des produits chimiques et l'incidence de ces cancers, indique le D^r Grillet, responsable de la médecine du travail à la MSA. Pour mémoire, la France est le second pays consommateur au monde de produits phytosanitaires (appelés également pesticides) avec un peu plus de 100 000 tonnes déversées chaque année. Ces produits regroupent les herbicides, les fongicides, les insecticides, les rodenticides, etc. 50 % des agriculteurs se protègent mal et ont peu d'informations disponibles pour effectuer le choix des équipements appropriés aux produits phytosanitaires. C'est pourquoi la MSA vient de lancer une étude de cohorte en France avec deux universités sur « expositions agricoles et cancers » en lien avec les 11 registres généraux du cancer.

Contact santé, journal de promotion de la santé du Nord-Pas-de-Calais, n° 207, septembre 2005.

Vigilance au volant

2500 médicaments dans le jaune, l'orange ou le rouge. Cela correspond aux couleurs des triangles qui seront apposés d'ici le mois d'août 2006 sur les boîtes de médicaments pour appeler les automobilistes ou les utilisateurs de machines à la prudence : prudence (triangle jaune), prudence redoublée (triangle orange), et ne pas conduire et demander l'avis d'un médecin pour la reprise de la conduite (triangle rouge). L'Afssaps vient d'adresser aux 9 658 généralistes du pays une brochure intitulée « médicaments et conduite automobile : mise au point ». Cette nouvelle réglementation (arrêté du 18 juillet 2005 du ministère de la santé, JO du 2 août 2005) donne la liste de tous les médicaments pouvant provoquer une somnolence, des troubles visuels, des vertiges ou une altération de la vigilance au volant... La France joue un rôle important en Europe en matière de conduite automobile et est le seul pays à disposer d'une réglementation en la matière. Il a été constaté qu'une exposition à un médicament potentiellement dangereux se retrouvait chez 10 % des accidentés de la route.

Le Quotidien du médecin, n° 7807, 23 septembre 2005.

Enquête

La prévention du sida en milieu scolaire : pratiques d'enseignants de biologie en France et au Congo

Au niveau mondial, la consultation mondiale des organisations d'enseignants, l'OMS, l'Unesco et l'OIT sont à l'origine de la déclaration de consensus sur le sida à l'école publiée en 1990. Pour informer, éduquer et prévenir les jeunes en matière de sida, l'école semble être l'endroit privilégié, capable d'assurer la diffusion d'une information correcte sur le sida adaptée à la fois à l'âge et au mode de vie des jeunes. C'est ainsi que la prévention du VIH/sida fait partie des programmes de biologie de collèges et de lycées en France et au Congo. Cette enquête menée en 2000, auprès de 25 enseignants de biologie (12 en France, 13 au Congo-Brazzaville), analyse la perception qu'ont ceux-ci de leur rôle, les objectifs qu'ils se fixent, les différentes approches qu'ils pratiquent (informatives, persuasives, appropriatives), les difficultés rencontrées, et enfin les perceptions qu'ils ont de la connaissance de leurs élèves sur le sida et des attentes de ces derniers en matière d'information et de prévention.

Santé publique 2005, volume 17, n° 2.

Dossiers

Le rôle international de la recherche :

R*DT Info*, magazine de la recherche européenne, consacre un numéro spécial au rôle international de la recherche. Il profite de l'occasion pour attirer l'attention sur l'importance des activités de coopération scientifique et technologique que l'Union a développées ces dernières décennies et qui se sont élargies à toutes les régions du monde pour améliorer les ressources au niveau local. Par exemple, le réseau European Tropical Forest Research Network (ETFRN) couvre des terrains de recherche disséminés sur les cinq continents : grâce à ce réseau, l'association Plantas do Nordeste, une ONG basée à Recife, se consacre à l'exploitation raisonnée de la végétation du Nordeste, la région la plus pauvre du Brésil, en association avec des universités locales et le jardin Botanique Royal de Kew (Royaume-Uni). Ainsi ont été créés, entre autres, dans plusieurs villages pilotes de cette région des jardins de plantes médicinales, véritables « pharmacies vivantes », qui permettent aux habitants trop pauvres pour avoir accès aux médicaments, à produire des tisanes, lotions et pilules pour leur consommation locale...

RDT Info, magazine de recherche européenne, recherche & coopération internationale, numéro spécial JNCO, juillet 2005, 44 pages.

L'industrie pharmaceutique et la citoyenneté sanitaire d'entreprise

Ce dossier met l'accent sur le virage, parfois méconnu, qu'ont entamé les laboratoires et l'industrie pharmaceutique dans le type d'aides et de soutiens divers à de multiples causes humanitaires et environnementales. Au nombre des actions sanitaires engagées, sont décrites

à l'aide d'exemples concrets, celles concernant la lutte contre le sida, la maladie du sommeil, la tuberculose, le paludisme, le cancer... Ce dossier décrit également certains partenariats avec des fondations pour organiser des programmes de formations d'agents de santé, d'éducation du public à la prévention, de mécénat sur la chirurgie cardiaque dans les pays du Sud, de vaccinations... Des programmes pour l'accès aux soins, pour des financements d'hôpitaux ou de cliniques s'inscrivent également dans la continuité des opérations engagées autour de plans d'actions humanitaires.

Prescriptions santé, n° 10, septembre 2005.

Gériatrie 2005

Sous la direction du Pr Bruno Vellas, *Le Year Book du praticien* consacre un numéro spécial à la gériatrie. En effet, la médecine gériatrique devient aujourd'hui une des principales branches de la médecine aussi bien en France qu'à l'étranger. Elle se développe rapidement comme en témoigne la multiplication des services pour soigner les pathologies liées à la vieillesse. Dans ce numéro, après la présentation et l'évaluation des spécificités du sujet âgé, sont étudiés la maladie d'Alzheimer (du diagnostic au suivi médical), les troubles psycho-comportementaux de la démence, la prise en charge optimale du diabète de type 2, les accidents vasculaires cérébraux, le traitement de l'HTA, l'insuffisance cardiaque, la prise en charge de la maladie thrombo-embolique veineuse, la dépression et la prévention du suicide, les troubles mictionnels, les pathologies prostatiques, l'ostéoporose, la prise en charge de la coxarthrose, la dénutrition (prévenir, évaluer et traiter), les troubles oculaires liés à l'âge, la prise en charge en institution (les soins en Epha) et les aides à domicile pour les personnes âgées dépendantes.

Impact Médecine, Yearbook gérontologie 2005, 51 pages.

Rapports

Le risque épidémique

Ce rapport parlementaire a pour objet d'évaluer l'importance et la nature du risque épidémique ainsi que la qualité des outils dont on dispose pour faire face à ce risque. En effet, les maladies infectieuses sont responsables d'un tiers de la mortalité observée annuellement. Elles sont causées par des agents d'origines diverses : bactéries, champignons, virus, protozoaires, parasites et même prions, pour lesquels les moyens de lutte sont abordés différemment. La science a cru un temps pouvoir maîtriser les maladies infectieuses mais c'était sans mesurer que ce n'était pas seulement la médecine qui était parvenue à vaincre les épidémies mais aussi l'amélioration des conditions de vie et d'hygiène. L'apparition du sida et l'épidémie d'hépatite C ont conduit à une révision de ces postulats et à une prise de conscience du risque épidémique, en particulier du fait de la facilité de transports à travers le monde et de la diffusion de pathologies tropicales émergentes. Le risque épidémique dans les pays développés s'est aggravé avec l'apparition de nouveaux risques liés aux modes de vie modernes : nouveaux modes d'alimentation (élevage intensif, rupture de la chaîne du froid lors de longs transports, préparation industrielle des aliments), modifications de l'environnement, transports touristiques intercontinentaux par voie aérienne... L'approche parlementaire, grâce à de nombreuses auditions dans la seconde partie du rapport, présente l'intérêt de faire la synthèse des actions des pouvoirs publics dans la politique de prévention du risque infectieux.

Jean-Pierre Door, (député) et Marie-Christine Blandin (sénatrice).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Assemblée Nationale n° 2327 et Sénat n° 332. 2 tomes, 191 et 120 pages, mai 2005.

Rapport sur la santé en Europe en 2005

Le rapport du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe reflète les nombreuses préoccupations auxquelles les systèmes de santé dans la Région européenne sont confrontés aujourd'hui. Cette année, il s'intéresse plus particulièrement aux enfants car c'est à cette période de la vie que se prennent les habitudes, qui peuvent avoir des répercussions nocives sur l'âge adulte (obésité, diabète, maladies cardiovasculaires). Dans les pays moins riches, l'insuffisance de fonds affectés à la santé touche particulièrement les enfants dont les maladies respiratoires et infectieuses et les traumatismes sont élevés. Pour faire face à toutes ces pathologies, le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe a élaboré une nouvelle stratégie pour améliorer la santé

des enfants et changer par ailleurs les comportements des personnes pour pouvoir réduire les facteurs de risque. En effet, dans l'ensemble de la Région, les facteurs de risque tels que le tabagisme, l'alcool, l'hypertension artérielle, l'hypercholestérolémie, l'obésité, la consommation insuffisante de fruits et de légumes et le manque d'exercice physique sont à l'origine de la majorité des maladies non transmissibles. Enfin, le rapport souligne que la pauvreté reste la principale menace pesant sur la santé, particulièrement dans certains pays de l'Europe orientale. Pour s'attaquer aux disparités de santé entre pays et dans les pays et faire face à de nouveaux défis sanitaires (situations d'urgence, progression de maladies non transmissibles et transmissibles, difficultés économiques), des solutions solidaires et décisives doivent être définies, en utilisant plus largement des interventions efficaces et financièrement abordables.

Le Rapport sur la santé en Europe 2005. L'action de santé publique : améliorer la santé des enfants et des populations (Copenhague, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2005).
<http://www.euro.who.int/ehr2005>. Ce rapport est disponible en versions imprimée et électronique.

Annuaire

Annuaire national des dispositifs de prise en charge des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées vivant à domicile et dispositifs d'aide aux soignants

Cet annuaire présente l'état actuel de l'offre des dispositifs d'aide et de prise en charge des personnes malades et de leur famille selon cinq grandes rubriques : les lieux de diagnostic et/ou de suivi thérapeutique, les centres locaux d'information et de coordination gérontologiques et les réseaux, les services d'aide et de soins infirmiers à domicile, les accueils de jour, les dispositifs d'aide aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, à leurs aidants familiaux, bénévoles et professionnels assurant leur prise en charge. Par ailleurs, cette édition comporte trois nouveautés : un recensement des services d'accompagnement et d'aide à domicile ainsi que des soins infirmiers, un recensement des offres d'accompagnement et d'aide aux personnes malades elles-mêmes (groupe de parole, soutien psychologique) et enfin un classement des dispositifs par département.

Fondation Médéric Alzheimer, Annuaire national, édition 2005, septembre 2005, 984 pages.

Revue de presse réalisée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Comité de la santé publique
14, avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
01 40 56 79 80
01 40 56 79 49
www.hcsp.ensp.fr